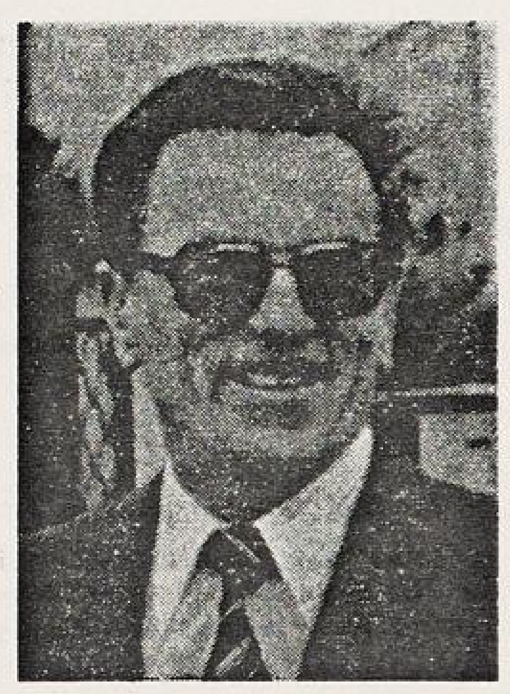
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DU LOIRET

3me circonscription de PITHIVIERS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

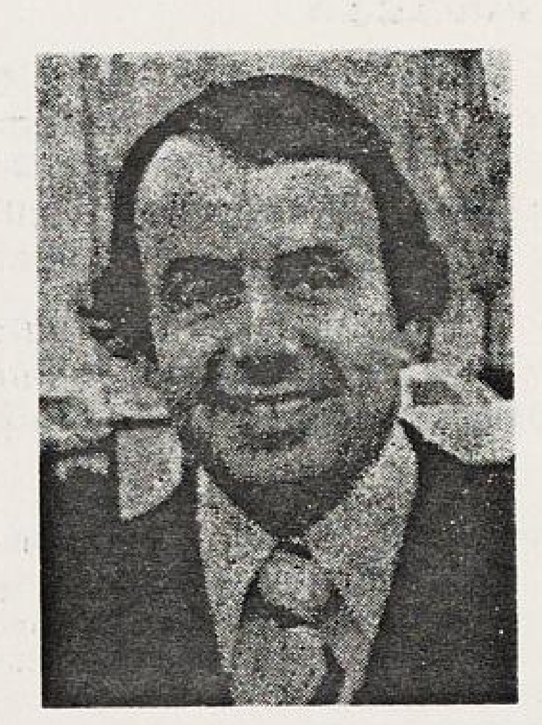
SCRUTIN DU 12 MARS 1978

PARTI SOCIALISTE



René ALAUX

52 ans - Instituteur
Maire de Fontenay-sur-Loing
Conseiller Général
de Ferrières-en-Gâtinais



Bernard MADRE

39 ans - Fils de Cultivateur
Employé P.T.T.
Chilleurs-aux-Bois

La France aspire profondément au changement : chacun de vous le ressent.

Mais ce changement ne peut pas être le fait des hommes qui ont eu tous les pouvoirs depuis 20 ans.

POURQUOI PROMETTENT-ILS AUJOURD'HUI CE QU'ILS ONT REFUSE DE FAIRE HIER ?

Conseiller général, Maire d'une Commune rurale, je me présente pour la première fois à vos suffrages aux élections législatives animé de trois convictions :

- **J'AURAI A TRAVAILLER**
  En 20 ans de mandat municipal et 8 ans de mandat départemental, j'ai mesuré l'ampleur des tâches qui attendent un élu.
- **JE VEUX ETRE POUR VOUS UN REPRESENTANT DISPONIBLE**
- **J'ADHERE AU VASTE COURANT NATIONAL**
  porteur de changement et d'espérance qu'incarne le PARTI SOCIALISTE.

Ces élections sont pour vous l'occasion privilégiée de sanctionner les échecs de la droite.

Je m'engage devant vous sur le programme du Parti Socialiste dont les principaux points sont les suivants :

AGRICULTURE

Il faut garantir la sécurité de l'exploitant et le soulager de la charge foncière par une réforme du statut du fermage, et en donnant aux S.A.F.E.R. — qui doivent être démocratisées et décentralisées — les moyens financiers pour acheter des terres et les mettre en location ou en vente.

Les prix agricoles seront garantis jusqu'à un certain volume de production (quantum) ; ces prix seront fixés en fonction du prix de revient réel et de la valeur du travail.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Elles sont indispensables au développement des régions rurales ; elles sont à la dimension de l'homme. Actuellement, elles connaissent de nombreuses difficultés. Je pense avec le Parti Socialiste qu'il faut simplifier les tracasseries administratives qui pèsent sur elles. La décentralisation que nous proposons réduira le poids de la bureaucratie. La relance économique que nous provoquerons profitera à ces entreprises, qui pourront créer des emplois. Enfin nous nous engageons à faire prendre en charge par l'Etat une part de leurs cotisations sociales.

EMPLOI

Aujourd'hui le chômage touche principalement les jeunes et les femmes. Le Parti Socialiste considère que l'objectif prioritaire d'un gouvernement de gauche sera de créer des emplois. Nous nous engageons à créer **390.000 emplois dès 1978.** Pour cela nous aiderons les entreprises à réaliser des investissements, créateurs d'emplois. Nous créerons également des postes là où les besoins sont les plus criants (hôpitaux, éducation, P.T.T.).

MESURES SOCIALES

Le SMIC sera porté à 2.400 F ; le pouvoir d'achat des bas salaires sera augmenté ; les inégalités de revenus seront progressivement réduites par la réforme fiscale. Les hommes POURRONT prendre leur retraite à 60 ans et les femmes à 55 ans. Le minimum vieillesse sera immédiatement porté à 1.300 F et son montant sera augmenté tous les semestres jusqu'à ce qu'il atteigne 80 % du SMIC. Le congé maternité sera porté à 18 semaines.

La France rejoindra ainsi le niveau social d'autres pays occidentaux comme la Hollande (SMIC supérieur à 3.000 F) ou les Pays Scandinaves. Elle en a tout autant les moyens économiques. Jusqu'ici il ne manquait que la volonté politique !

Le Parti Socialiste a chiffré son programme qui vise à répartir dans la justice les fruits de l'effort national.

Mais ces mesures immédiates ne suffisent pas pour répondre à la crise que connait aujourd'hui notre pays. Nous croyons qu'on ne peut pas progresser vers plus de justice sans réaliser les grandes réformes prévues par le programme commun : les nationalisations et la planification démocratique permettront de **maitriser l'économie afin qu'elle réponde aux vrais besoins.**

Mais nous ne voulons pas aboutir à une gestion étatique de l'économie. Au contraire, notre but est de « rendre le pouvoir aux travailleurs et aux citoyens », comme l'a dit F. MITTERRAND. Il faut que chacun reçoive les responsabilités qui lui reviennent dans son lieu de travail comme dans sa commune. La décentralisation est pour nous une nécessité absolue.

Nous nous orienterons peu à peu vers une autre forme de croissance. La production devra satisfaire les véritables besoins et non les seuls besoins créés par une publicité envahissante.

Et surtout une maitrise réelle de leurs conditions d'existence par les citoyens leur permettra de choisir l'environnement, le cadre de vie qui leur convient.

Qu'il s'agisse de défense nationale, de sources d'énergie, de protection de la nature, je suis profondément conscient que, même si les choix ne sont pas faciles, ils pourront être réalisés dès que l'on aura retiré à certains intérêts privés le pouvoir de brouiller les cartes.

LE PARTI SOCIALISTE EST DEVENU LE PREMIER PARTI DE FRANCE **parce qu'il a rencontré et incarné les aspirations de la majorité des Français.**

Aussi présent dans les campagnes que dans les villes, dans les usines que dans les bureaux, le P.S. correspond à l'image que les Français se font de la gauche : tradition républicaine, progrès, justice, générosité ; mais aussi liberté, garantie absolue des droits de la personne humaine.

LA FRANCE NE PEUT PRENDRE LE RISQUE DE RETARDER L'INELUCTABLE CHANGEMENT. LA DEMOCRATIE COMME LA JUSTICE SOCIALE EXIGENT CE CHANGEMENT.

RENE ALAUX

VOTEZ pour

RENÉ ALAUX

Candidat du Parti Socialiste

Imp. RAYNAUD Pithiviers